

**DEKRA Industrial SAS**  
**ACT CTC MIDI PYRENEES**  
Immeuble Aurélien  
29 avenue J.F. Champollion BP 43797  
31037 TOULOUSE CEDEX 1  
Tel : 05.34.47.81.40

**Maître d'ouvrage :**  
**M Emmanuel CARTET**  
**DIR INTERREGIONALE SCES PENITENTIAIRES -**  
**DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES**  
Cité Administrative - Bâtiment G  
2, boulevard A. Duportal - CS 81501  
31015 TOULOUSE CEDEX 6



## **DISPT- BOXES & INFIRMERIE CENTRE MURET**

Ouvrage(s) : | Base Cynophile

### **Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Dossier de consultation des entreprises**

**Maître d'Ouvrage :**

DIR INTERREGIONALE SCES PENITENTIAIRES -  
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES  
Cité Administrative - Bâtiment G  
2, boulevard A. Duportal - CS 81501  
31015 TOULOUSE CEDEX 6

Mission concernée :

ENV, F, L\*, LE, S\*

Nature des travaux :

Construction neuve avec travaux sur existant

**Etabli par :**

FREDERIC LACROIX



Référence : **54433334/1**

Nombre de pages : 21

Date : 12 novembre 2025



\* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC  
Accréditation n° 3-105  
Liste des implantations et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

DEKRA Industrial SAS.  
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1  
[www.dekra-industrial.fr](http://www.dekra-industrial.fr) - N°TVA FR 44 433 250 834  
SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



## **SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>DONNÉES GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DU RAPPORT .....	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS .....	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION .....	4
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT .....	5
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS .....	6
1.6	CLASSEMENT .....	6
1.7	FORMULATION DES AVIS .....	7
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS .....	8
<b>2</b>	<b>AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....</b>	<b>9</b>
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS .....	9
2.2	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	10
2.3	RISQUE D'INCENDIE DANS LES LIEUX DE TRAVAIL .....	16
2.4	INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	19
2.5	FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS .....	20



---

## 1 DONNÉES GÉNÉRALES

---

### 1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission ENV + F + L + LE + S de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

### 1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

#### DONNEUR D'ORDRE

**DIR INTERREGIONALE SCES  
PENITENTIAIRES - DEPARTEMENT DES  
AFFAIRES IMMOBILIERES  
Cité Administrative - Bâtiment G  
2, boulevard A. Duportal - CS 81501  
31015 TOULOUSE CEDEX 6**

#### MAITRE D'OUVRAGE

**DIR INTERREGIONALE SCES  
PENITENTIAIRES - DEPARTEMENT DES  
AFFAIRES IMMOBILIERES  
Cité Administrative - Bâtiment G  
2, boulevard A. Duportal - CS 81501  
31015 TOULOUSE CEDEX 6**



## 1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

➤ **Adresse du chantier :** **Route de Seysses  
31600 MURET**

➤ **Nature et objet des travaux :**

### Résumé du programme de travaux

Construction de boxes supplémentaires pour chiens et rénovation de l'infirmierie destinée à ces chiens.

### Description des bâtiments

#### Base Cynophile

Etablissement à simple rez-de-chaussée
--

➤ **Caractéristiques des ouvrages :**

### Conditions d'accessibilité et desserte :

Sans objet dans le cadre des présents travaux

### Description et isolement par rapport aux tiers :

Sans objet dans le cadre des présents travaux



## ➤ Classement des locaux

### Locaux à risques particuliers :

Incendie	Sans objet
Explosion	<p>Sans objet</p> <p>En l'absence de DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) ou à minima de l'indication des emplacements dangereux classés en zones et des critères de choix des matériels (caractéristiques minimales requises), il est noté que le Maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre ne nous ont fait état d'aucune zone à risque.</p> <p>Notre avis ne préjuge donc pas de l'analyse de risque qui pourrait être faite par l'exploitant dans le cadre de son DRPCE.</p>
Choc électrique	Sans objet

### Installations classées :

La liste des locaux et la nature des risques d'explosion nous ont été communiqués par  
Absence de risque d'explosion, installation classée pour raison sanitaire , chenil de 10 chiens et plus , inférieur à 50 chiens , installation soumise au régime de déclaration

## 1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.



Le présent rapport ne porte que sur les travaux de création de boxes supplémentaires et de rénovation de l'infirmierie.

➤ **Limites d'intervention sur existants :**

Nota: Les diagnostics parasitaires du bois, les repérages amiante et les diagnostics plomb avant travaux ne relèvent pas des prestations de contrôle technique construction, tel que défini par la loi du 4 janvier 1978 (modifiée par ordonnance du 8 juin 2005).

Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage de les diligenter avant le démarrage des travaux.

## 1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

➤ **Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux**

Les avis des Services Administratifs concernés doivent être impérativement pris en compte .

## 1.6 CLASSEMENT

### Base Cynophile

**Etablissement recevant des travailleurs :**

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible se situe à moins de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Cloisonnement de type : Traditionnel

**Classement incendie :**

Source de classement : Dossier de maîtrise d'œuvre

**Effectifs : Total = 5**

Désignation ou niveaux	Mode de calcul	Public	Personnel	Cumul
RdC	Déclaratif	0	5	5

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : non

Date du référentiel applicable prise par hypothèse en l'absence d'autorisation administrative : 06/11/2025



## 1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués dans les documents communiqués, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.  
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**  
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
- **PM : pour mémoire**  
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**  
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**  
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**  
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



## 1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
Phase Diagnostic Technisphère ; en date du 01/08/2025	
Etude Géotechnique G2 AVP Géotechnique 2024.07.399 ; en date du 25/10/2024	
C.C.T.P Technisphère	





---

## 2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

---

### 2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

Absence d'écart



## 2.2 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

### Trame Ouvrages à risques importants

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis



## Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<b>SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES</b>		
<b>Définition générale</b> suivant la norme NF P 03-100	Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent. Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.	PM
Obligation des acteurs de l'acte de construire	Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante. A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment : 1 - L'identification du responsable des vérifications techniques. 2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis. 3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés. 4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Expression des avis sur l'ouvrage</b>	Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises. Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage. Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.	PM
<b>CONCEPTION D'ENSEMBLE</b>		F
Hypothèses de calcul - Référentiels utilisés; Charges particulières définies par le Maître d'Ouvrage		F
<b>V.R.D.</b>		
<b>Réseaux (EU, EP, AEP, électricité, autres...)</b>	Selon les conditions générales d'intervention COPREC, seuls les réseaux dont la destination est la desserte privative de la construction sont visés par la mission de contrôle L.	F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><i>FONDATIONS / INFRASTRUCTURES / SOUTÈNEMENTS / DALLAGES / EAUX SOUTERRAINES</i></p>		
<b>Analyse de l'étude de sol</b>		F
<b>Dallage</b>		F
<b>CLOS COUVERT</b>	Limité à l'infirmierie du chenil.	F
<p><i>ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS</i></p>		
<b>Cloisons (distribution - doublage)</b>	Les cloisons distributives non porteuses, dissociables de la structure, ne relèvent pas de la mission de contrôle L. Les cloisons de doublage thermique participant au clos couvert relèvent de la mission de contrôle L (prévention des condensations)	F
<b>Doublage thermique</b>	Les doublages thermiques participant au clos couvert relèvent de la mission de contrôle L (prévention des condensations).	F
<b>Revêtements de sol</b>	Les revêtements de sol dissociables de la structure (peut concerner tout revêtement non scellé ou scellé sur couche de désolidarisation) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	F
<b>Faux plafonds - plafonds</b>	Les faux-plafonds dissociables de la structure ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L, sauf pour les éléments participant au clos-couvert (prévention des condensations)	F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Plomberie</b>	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L	F
<b>Chauffage</b>	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	F
<b>Ventilation - Climatisation</b>	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre ..) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L, sauf ceux participant au clos-couvert (prévention des condensations)	F
<b>Distribution électrique</b>	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	F



## Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i>		
<b>Définition générale de la mission</b>	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.	PM
<i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i>		F
<b>Constat d'état des lieux, études et diagnostics fournis par le Maître d'Ouvrage</b>		F
<i>EXAMEN DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT</i>		SO



## 2.3 RISQUE D'INCENDIE DANS LES LIEUX DE TRAVAIL

instruction technique du 3 mars 1975

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>TITRE I : Construction ARTICLES 3 A 11</b>		
<u>Article 10</u> <u>Conduits et gaine</u>		
<u>Article 21</u> <u>Bruit</u>		HM
<b>TITRE VI : Dispositions diverses ARTICLES 23 A 25</b>		
<u>Article 23</u> <u>Consignes de sécurité</u>		PM
<u>Article 24</u> <u>Entretien - Vérifications</u>		PM
<u>Article 25</u> <u>Registre d'exploitation</u>		PM
<u>Article 23</u> <u>Consignes de sécurité</u>		PM





Nouveau décret Code du Travail (modification 05/2012)

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>CODE DU TRAVAIL</b> <b>R 4216-1 A R 4216-30, ET R</b> <b>4216-32 A 34</b>		
<i>DISPOSITIONS GENERALES</i>		F
<i>DEGAGEMENTS</i>		F
<i>DESENFUMAGE</i>		SO
<i>MOYENS DE PREVENTION ET DE</i> <i>LUTTE CONTRE L'INCENDIE</i>		
<b>Article R 4216-30</b>		
<b>Article R 4227-28</b> Responsabilité de l'employeur		HM
<b>Article R 4227-29</b> Extincteurs en nombre suffisant		
Mini 1extincteur 6l E.P. par 200 m²		F
Mini 1 par niveau		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Appropriés aux risques dans les locaux présentant des risques d'incendie particuliers		F
<b>Article R 4227-39</b>		
Emargement du registre en phase exploitation		PM
<b>Article R 4227-40</b> Consignes à communiquer à l'inspecteur du travail		HM
<i>DISPENSE DE L'AUTORITE ADMINISTRATIVE</i>		
<b>Article R 4216-34</b> Recours possible contre décision		PM



## 2.4 INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### Risques d'incendie et d'explosion dans les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Classement ICPE / Référentiel applicable</i>		
Rubrique(s) concernée(s)		PM
Régime (déclaration, enregistrement ou autorisation)	Soumis à déclaration . Plus de 10 boxes pour les chiens et moins de 50.	PM
Référentiel applicable		PM
<i>Conformité du projet au référentiel applicable</i>		
Règles d'implantation		F
Eloignement (par rapport aux tiers, aux limites de propriété...)		F
Comportement au feu des bâtiments - Dispositions constructives		SO



## 2.5 FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

### Fonctionnement des installations

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS</b>	<p>Au titre de la mission F, le contrôleur technique contribue à prévenir les aléas découlant d'un mauvais fonctionnement des installations définies dans le marché de contrôle.</p> <p>Par mauvais fonctionnement il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service conformément aux objectifs prévus par le référentiel de la mission, ou par des prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement de son marché.</p> <p>Les avis émis en phase conception dans le présent rapport ne constituent qu'une présomption de la capacité des installations à respecter le objectifs de fonctionnement visés; le respect desdits objectifs ne pouvant être constaté que par la réalisation, par les entreprises, de mesures et essais en fin de travaux</p>	F
<b>Réseaux extérieurs d'alimentation en eau</b>		F
Hypothèses bien définies		F
<b>Réseaux extérieurs d'assainissement</b>		F
Hypothèses bien définies		F
Conception générale de l'installation		F
<b>Evacuation des eaux usées</b>		F
Hypothèses bien définies		F
Conception générale de l'installation		F
<b>Evacuation des eaux pluviales</b>		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Hypothèses bien définies		F
Conception générale de l'installation		F